



Malaise journalistique autour du 11-septembre

Un entretien avec Olivier Taymans

Par [Olivier Mukuna](#)

Mondialisation.ca, 25 septembre 2012
[agoravox.fr](#) 19 août 2022

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#)

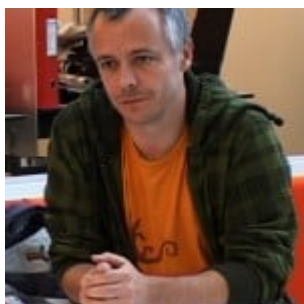
Invité, puis déprogrammé de l'unique émission de radio de la RTBF sur les médias (la bien nommée : « L'envers des médias »), [Olivier Taymans](#) sort d'une projection-débat consacrée à son film par le cinéma bruxellois Nova. Entretien avec l'auteur du premier documentaire francophone sur le malaise journalistique autour des attentats du 11 septembre.

Comment vous est venue l'idée de questionner et de mettre en critique la couverture médiatique francophone des attentats du 11 septembre ? Olivier Taymans : C'est venu en plusieurs temps. Lorsque Thierry Meyssan a sorti son livre (« *L'effroyable imposture* »), je l'ai interviewé dans une émission de radio que j'animais à l'époque (*Radio Campus*, ULB). Puis, j'ai cherché des contre-points aux thèses de Meyssan et j'ai trouvé plusieurs personnes qui critiquaient son travail avec sérieux. Je les ai aussi interviewées. Sans vraiment pouvoir trancher, il y avait déjà matière à s'interroger sur le rôle des médias dans leur couverture du 11 septembre. Très vite, le traitement médiatique envers Thierry Meyssan n'a plus été ni honnête ni équilibré. Mais en tant que critique de médias, ce phénomène habituel ne m'a pas paru surprenant. Bref, je suis passé à autre chose. Jusqu'en 2004, où j'apprends qu'un troisième gratte-ciel new-yorkais, le bâtiment n°7, s'était effondré le 11 septembre 2001 (sans avoir été percuté par un avion, ndlr). A nouveau intrigué, ce qui va définitivement me lancer sur cette enquête, c'est une séquence diffusée en 2006 au JT de la RTBF. Il s'agit de ces fameuses images de l'attentat sur le Pentagone, prises d'une caméra de surveillance. Si l'on voit effectivement une explosion, on ne voit pas du tout ce qui percute la façade du bâtiment. De mémoire, ces images étaient accompagnées du commentaire journalistique suivant : « *On voit brièvement et clairement un Boeing rentré dans le Pentagone et donc les théories du complot sont nulles et non avenues* » ... Là, je me suis dit : « on est arrivé à un point où le gars peut dire le contraire de ce qu'il montre lui-même ! ». Il y avait une schizophrénie totale. Du coup, l'aspect psychologique de journalistes capables de faire cela m'a intéressé énormément.

Avec cette séquence de 2006 et d'autres, la plupart des journalistes ont-ils cessé de faire leur métier et, pour certains, sombré dans une propagande pro-américaine ?

O.T. : On peut le voir comme ça. En même temps, je refuse de tomber dans le piège, style : « regardez ces journalistes qui manipulent ! ». Ce qui m'intéresse, c'est la psychologie de ces journalistes qui ne constituent pas, à mes yeux, les dernières petites mains d'un « *grand complot* ». Toute l'idée de mon film réside là : examiner pourquoi un gars, qui n'a aucun intérêt apparent, dit le contraire de ce qu'il voit ? On voit pourtant tous la même chose que lui et ça nous amène à conclure qu'il n'y a rien sur ces images ! Sur le coup, les médias officiels sont tombés dans l'écueil qui consiste à mettre au service de leur thèse des images

qui ne disent absolument rien et ne démontrent rien. Si ce journaliste ne trempe pas dans un quelconque « *complot* », alors, pourquoi agit-il de la sorte ? C'est ce qui m'a intrigué.



Dans votre film, chez chaque interlocuteur francophone, on sent une dose de malaise plus ou moins grande. C'est un documentaire sur dix ans de malaise journalistique ?

O.T : Oui, mais le premier malaise, c'est celui qu'on ne voit pas : celui du journaliste responsable de l'incroyable séquence qui m'a lancé sur cette enquête. J'ai tout essayé auprès de la RTBF pour obtenir cette archive que je n'avais pas enregistré. D'une part, celle-ci illustre parfaitement mon sujet et, d'autre part, c'est celle qui m'avait fait bouger. Puisque l'exploitation secondaire de ces images n'était pas autorisée, j'ai demandé au journaliste concerné sa permission pour disposer de son commentaire. Sur la base des mêmes images d'attentat circulant sur le net, j'aurais réalisé un montage avec sa voix off afin de redonner fidèlement ce que j'avais vu en 2006 au JT de la RTBF. Très sèchement, le journaliste m'a refusé cette archive sonore ! Abandonnant toute exploitation, j'ai demandé à pouvoir simplement visionner cette fameuse séquence. Refusé, également. Ensuite, je suis parvenu à ce qu'une parlementaire interpelle la ministre de la Culture et de l'Audiovisuel en Communauté française. Sur base de l'Article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui assure au citoyen un accès à l'information, la députée Florence Reuters (MR) a demandé au ministre Fadila Laanan (PS) : « *Comment se fait-il qu'un réalisateur de documentaire n'ait pas le droit de visionner une séquence produite par le service public de la Communauté française ?* ». La ministre a répondu à côté en tartinant sur les droits d'exploitation secondaire dont ne dispose pas la RTBF. Autrement dit, elle a répondu à l'impossibilité d'insérer ces images dans mon film mais pas sur l'interdiction qui m'était faite de les visionner. Florence Reuters ne s'y est pas trompée en répliquant : « *Ce n'est pas la question, Madame la ministre ! La question est : pourquoi n'a-t-il pas le droit de visionner ces images ?* » ... L'incident était clos : je n'ai jamais pu voir cette séquence ; ne fût-ce que pour vérifier que je ne m'étais pas trompé, que je n'avais pas rêvé son commentaire journalistique. C'était le premier malaise de mon enquête ; tellement fort, qu'il a échappé à la caméra ! Il y a en d'autres, mais laissons aux spectateurs le soin de les découvrir.

A deux exceptions, il n'y a aucun journaliste belge francophone qui s'exprime dans le film. Ils ont tous refusé vos demandes d'interview ?

O.T : Exact. J'ai interpellé une série de journalistes qui, systématiquement, soit me fuyaient et me renvoyaient vers quelqu'un d'autre soit s'énermaient et m'insultaient. Si on leur dit que ce sujet « 11 septembre et médias » les terrorise, ils vont le nier. Pourtant, force est de constater qu'il y a un malaise. Je me souviens aussi de ce journaliste d'un grand quotidien belge, auteur d'un article posant la question : « *Peut-on enquêter sur le 11 septembre ?* ». Rendez-vous fût pris. Il semblait enthousiaste, disait que mon projet était « *très intéressant* » mais qu'il avait besoin de prétextes – c'est-à-dire d'un sujet d'actualité lié au contenu de mon film – pour rédiger un article. Le soir de notre entretien, je lui ai

envoyé plusieurs prétextes d'actualité tels que, par exemple, la venue prochaine de David Ray Griffin en Belgique. Jusqu'à ce jour, je n'ai plus eu aucune nouvelle de ce gars ...

En tant que critique des médias, qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans les réponses que vous avez pu obtenir ?

O.T : Ce qui m'a le plus surpris ? (bref silence) ... C'est de me faire insulter par Bruno Clément, (éditeur et présentateur de l'émission d'investigations *Question à la Une (RTBF)*). Cet épisode est dans le film car il s'agit de la plus forte illustration du malaise journalistique concernant le traitement médiatique du 11 septembre. Néanmoins, je ne m'attendais pas du tout à une telle réaction de sa part. Chacun est libre de refuser une interview, mais en arriver, comme Clément, à perdre les pédales pour s'enfermer dans une attitude ordurière de rejet, je ne l'ai pas compris et ne le comprends toujours pas.

Vous ne pouviez ignorer que le seul fait de questionner le travail des médias et leur relais inconditionnel de la version officielle du 11 septembre allait vous exposer à des réactions de haine voire développer une diabolisation à votre endroit ...

O.T : Oui, bien sûr. Si ce n'est que je n'ai pas le sentiment d'avoir eu la même démarche que, par exemple, Thierry Meyssan. Je ne pense pas avoir d'autre thèse que celle-ci : certaines choses significantes concernant le 11 septembre ne sont pas relayées par les grands médias. Ce qui me paraît absolument démontrable. Prenons le fait qu'il existe une série d'associations de professionnels (soit des personnes compétentes dans les domaines qui touchent au 11 septembre ; ex-agents de la CIA, ingénieurs, architectes, pompiers, etc.), respectés par leurs pairs et non identifiés comme des agitateurs politiques ou des cinglés, qui déclarent que tel, tel et tel point posent des problèmes factuels et scientifiques. Des problèmes qui contredisent sur le fond les conclusions de la Commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre ! Eh bien, ce fait, hautement significatif, n'est pas relayé par les médias ou alors de manière extrêmement superficielle. Pendant la réalisation du film, on m'a effectivement souvent renvoyé que j'avais une « thèse » et que je tentais de l'illustrer en images. Ce n'est pas le cas : qu'il s'agisse de Jean-Pierre Jacqmin (Directeur de l'information à la RTBF, ndlr), d'Yves Thiran (ex-Directeur de l'éthique, puis Chef de rédaction des nouveaux médias à la RTBF, ndlr) ou de Bruno Clément, j'ai approché ces personnes sans thèse sur le fond des événements. Ce n'est même pas le sujet du film ! Mon sujet porte sur la couverture médiatique de la contestation raisonnée et non-conspirationniste de la version officielle des attentats du 11 septembre.

Pour quels motifs cette contestation raisonnée est-elle interdite de parole dans les médias traditionnels ?

O.T : Très bonne question ! Et dès qu'on cherche à y répondre, on devient un épouvantail prêtant aux amalgames et aux invectives. Si vous posez cette question, c'est que vous avez une « thèse ». Si vous avez une thèse, vous êtes forcément « *conspirationniste* », puisque vous soupçonnez l'existence d'un « *grand complot* » - il est toujours « *grand* », le complot ! - qui implique une bonne partie de l'élite américaine. En conséquence : vous êtes « *anti-américains* » et, sans doute, « *antisémite* » parce que « *négationniste* », puisque vous « *niez* » les attentats du 11 septembre. Je n'ai jamais compris d'où venait cette locution absurde. De la remise en questions d'un événement historique, on passe à la « *négation* » du 11 septembre lui-même. Amalgame complètement absurde, mais qui revient tellement souvent ... La rumeur selon laquelle les employés juifs du *World Trade Center* avaient été prévenus de ne pas venir travailler le 11 septembre 2001 a dû avoir sa néfaste influence.

Pourtant, cette assertion est fautive et personne ne la relaye ; excepté quelques extrémistes qu'il est malhonnête d'amalgamer avec tous les gens qui osent remettre tel ou tel aspect en question.

Dix ans plus tard, vous êtes le premier journaliste francophone à réaliser un documentaire sous l'angle de la critique du fonctionnement médiatique. Vos confrères des médias traditionnels subissent-ils une totale absence de liberté ou sont-ils terrorisés par l'idée de faire leur métier ... jusqu'à risquer de le perdre ?

O.T : Sur ce type de sujet, je pense que la liberté se confond avec la curiosité. En travaillant pour les médias traditionnels, si vous cherchez vraiment à enquêter jusqu'au bout, vous vous confronterez à un manque de liberté.

Bien sûr, on ne vit pas dans un État totalitaire avec le bâillon sur la bouche ; par contre, on fera tout pour que vous n'ayez pas les moyens d'enquêter ni de diffuser au plus grand nombre ce que vous avez à dire. Dans le cadre hiérarchique d'une entreprise, l'employeur ne vous donnera ni les moyens ni la liberté d'enquêter. En indépendant, il faut chercher des soutiens financiers, très difficiles à trouver pour ce type de documentaire. Avant de tourner, je suis allé voir un producteur belge de petite taille, ouvert et soutenant des projets alternatifs. Son refus n'a pas seulement été motivé par les aspects « sensibles » du projet mais aussi par mon manque d'expérience en documentaires. Je suis journaliste depuis quinze ans mais c'était mon premier film. Ce fait incontestable combiné au côté épineux du sujet ne l'a pas encouragé à me trouver des financements. Néanmoins, j'ai obtenu un petit soutien financier de la SCAM (Société Civile des Auteurs Multimédias) que je tiens à remercier ici. Ceci étant dit, si je suis le premier sur un tel film, c'est aussi parce que d'autres documentaristes, plus expérimentés, ne cherchent pas à traiter le sujet. Peut-être parce qu'ils savent qu'ils n'obtiendront aucun financement ? Je n'en sais rien.

Ou peut-être craignent-ils des sanctions professionnelles capables de nuire définitivement à leurs carrières ?

O.T : Certainement. C'est ce qui explique aussi la timidité – c'est un euphémisme ! – d'une partie de la gauche de la gauche que beaucoup attendaient sur cette controverse. Or, des intellectuels comme Noam Chomsky, les journalistes du *Monde diplomatique* ou les politiques classés à la gauche de la gauche sont parmi les plus virulents à se démarquer de ce sujet. A l'instar des journalistes qui font les autruches, ces gens-là craignent énormément de perdre leur crédibilité. Il y a eu tellement d'amalgames autour des remises en question de la version officielle des attentats du 11 septembre que nombreuses sont les personnalités qui ne s'associeront pas à de telles interrogations ; de peur que toutes leurs autres activités, journalistiques ou militantes, soient frappées de ce sceau d'infamie. C'est la loi du « Quant dira-t-on ? ». La peur qu'on dise : « *Monsieur X ? Oui, mais vous savez qu'il fricote avec les conspirationnistes !* ». C'est une sorte de contagion de la décrédibilisation qui est encore à l'œuvre. En cela, une partie des Français présents dans le film, qui n'ont cessé de crier à l'antisémitisme et au négationnisme, ont engrangé un certain succès. Ils sont parvenus à ce que des interrogations légitimes constituent désormais un « sujet sale », qu'on ne peut toucher que si l'on n'a plus rien à perdre ...

Unanimement respecté dans le milieu du journalisme belge, Jean-Jacques Jaspers qualifie votre sujet d'enquête de « *tabou* » journalistique mais semble, lui aussi, marcher sur des œufs ...

O.T : Jean-Jacques Jaspers est dans une position intermédiaire. Après trente ans de journalisme à la RTBF, il est désormais Professeur de journalisme à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et n'est plus loin de l'âge de la retraite. A ces différents titres, il bénéficie de plus de liberté d'expression que d'autres. Sa position intermédiaire se reflète aussi sur le fond du dossier. Jaspers estime qu'il y a beaucoup d'éléments troublants mais en reste, grosso modo, à la position suivante : « *Les autorités américaines ont sans doute eu une attitude d'ignorance coupable. Ils étaient sans doute au courant des projets d'attentats et les ont laissés se dérouler parce que cela les arrangeait bien* ». C'est déjà un grand pas pour quelqu'un qui a une crédibilité à défendre.

Le cap de la commémoration des dix ans va-t-il favoriser un vrai débat contradictoire sur cette couverture médiatique bancale comme sur le fond du dossier ?

O.T. : Cela me paraît assez mal parti. En période de commémorations, on revient principalement sur l'émotionnel, les victimes, les témoignages. Ces aspects ont indéniablement leur place en journalisme. Mais ce ressort est aussi utilisé par certains pour affirmer que remettre en question « *la vérité* » demeure scandaleux vis-à-vis des victimes qui ont souffert. Pour ma part, je pense exactement le contraire. D'ailleurs, un grand nombre de familles des victimes du 11 septembre sont parmi les gens qui remettent les choses en question. Pour la sphère médiatique, à quelques exceptions près, il existe une antinomie entre cette émotion qu'ils véhiculent et les idées critiques de remise en question. Maintenant, à la décharge des journalistes, leur position est très inconfortable. J'ai eu des échos de certains journalistes qui ont tenté d'aborder le sujet dans leurs rédactions respectives. Avec prudence, ils ont développé l'une ou l'autre incohérence de la version officielle. Ils ont tous essuyé une réaction épidermique de rejet, qui vous fait vite comprendre que si vous voulez garder votre job, il ne faut plus insister !

« *Position très inconfortable* » dans l'espace francophone. Car votre documentaire montre qu'il en va tout autrement pour les journalistes norvégiens qui, eux, ne risquent pas de perdre leur travail en faisant leur travail ...

O.T. : Oui, en Norvège, il y a au moins eu une véritable controverse. Tous les journaux n'ont pas rivalisé d'enquêtes ou de dossiers spéciaux sur le sujet, mais le vrai débat est possible. Jusqu'à l'intérieur d'un même journal où un rédacteur en chef n'a pas voulu en parler tandis que le responsable du même quotidien en ligne a décidé d'en faire sa « Une ». Tout cela se décide sans heurts et ne mène pas à une cascade d'anathèmes invraisemblables. Sur la controverse autour du 11 septembre, la particularité française de recours systématique à l'antisémitisme et au négationnisme a fort surpris les journalistes norvégiens. Ils ne comprenaient pas comment on pouvait relier les deux domaines. Le négationnisme et la remise en questions de la version officielle du 11 septembre n'ont en effet rien avoir entre eux. Si cette dérive est peu présente en Belgique, elle est fort développée en France et ne se limite pas qu'au 11 septembre ! L'antisémitisme et le négationnisme sont devenus des épouvantails, brandis devant toute dissonance idéologique ou dès qu'est défendue une analyse qui déplaît aux « intellectuels médiatiques » régnant sur le débat en France.

Si les médias francophones recouvrent de silence votre film, pensez-vous que leur objectif est d'éviter d'éclabousser une partie des journalistes ? Que ceux-ci n'aient pas à reconnaître qu'au minimum ils ont menti par omissions au sujet du 11 septembre ?

O.T : Non. Et je ne pense pas qu'ils pourraient le reconnaître parce que cela ramène à des processus relevant davantage de l'inconscient que de l'intention. Si l'omission

d'informations est réelle, elle peut aussi être inconsciente. Ce qui me semble être le cas. Une partie du métier de journaliste consiste à hiérarchiser et sélectionner en permanence. Ils doivent, en âme et conscience, juger de l'importance ou de l'insignifiance de tel ou tel élément d'information. Dans ces processus, nombre de journalistes sont victimes de la fenêtre personnelle qu'ils ont sur la réalité. Autrement dit, ils fonctionnent d'après un certain conditionnement. Interrogés là-dessus, ils ne verront pas cela comme un mensonge par omission mais comme une saine hiérarchisation et sélection de l'information. Rares sont ceux à qui je serais tenté d'imputer une intention de falsification pour des raisons idéologiques. Je pense que l'idéologie à suivre est largement inconsciente : on baigne dedans sans s'en rendre compte.

« Rares », mais souvent titulaires d'émissions d'informations télévisuelles. A l'instar de Daniel Leconte (*Arte*) dont l'intégrisme pro-américain est implacablement disséqué dans votre film. Concernant son « travail », peut-on parler « d'inconscience » ou même de journalisme ?

O.T : Non, effectivement. Lorsqu'on voit les sujets produits par *Docs en stock*, la société de production de Daniel Leconte, c'est très orienté et univoque jusqu'au choix des invités pour de pseudo-débats. Avec Leconte, on se trouve dans des choix conscients qu'on peut assimiler à de la mauvaise foi. Un « débat » où aucun invité n'a une opinion contraire à celle du présentateur (Daniel Leconte, ndlr), où tout le monde s'entre-congratule en répétant : « *C'est fou ce que vous avez raison !* », ce n'est plus ce que j'appelle un débat. Et lorsqu'on constate qu'une majorité des intervenants – au pseudo-débat et dans les documentaires diffusés – font partie d'un même cercle idéologique néoconservateur, identifié et tout à fait identifiable, j'estime qu'on n'est plus dans le journalisme mais dans la propagande.

Votre film est désormais visible sur le net, vous attendez-vous à être diabolisé ?

O.T : Je n'en ai aucune idée. L'avenir nous le dira. Si certains médias traditionnels décident de parler du film, il ne serait pas étonnant que je sois rangé dans un camp. Or, je ne me sens appartenir à aucun camp. Si j'ai des relations avec des personnes considérées comme des « *conspirationnistes* », cela ne fait pas de moi un militant de leur cause. Je me sens davantage militant du journalisme que d'une position tranchée au sein de cette controverse. Ce que je défends, c'est une pratique du journalisme telle que je la conçois et non telle que je l'ai vu pratiquée pendant dix ans sur le 11 septembre. Il est assez malheureux d'être forcé d'aller jusqu'en Norvège pour trouver des personnes qui tiennent un discours sur le métier qui devrait être celui de n'importe quel journaliste ! Tout journaliste devrait avoir pour instinct naturel de se poser des questions, de ne fuir aucun sujet et de manier le doute en toutes circonstances. Cela devrait tomber sous le sens, mais, visiblement, il faut faire des milliers de kilomètres pour entendre ces évidences ! Et surtout, les voir pratiquées au quotidien par les Norvégiens sans qu'ils trouvent cela extraordinaire. Normal : c'est la base du métier ! Dans l'espace francophone, les professionnels que j'ai interrogés ont complètement perdus de vue ces balises. Celles-ci sont encore enseignées dans les écoles de journalisme mais comme une sorte de truc théorique obligatoire. Un peu comme la prière du soir chez les cathos qui ne pratiquent plus vraiment ...

Propos recueillis par Olivier Mukuna

Articles Par : [Olivier Mukuna](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca